

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/TBT/Notif.98.243

13 mai 1998

(98-1914)

Comité des obstacles techniques au commerce

NOTIFICATION

La notification suivante est communiquée conformément à l'article 10.6.

1.	Membre de l'Accord adressant la notification: <u>BELGIQUE</u> Le cas échéant, pouvoirs publics locaux concernés (articles 3.2 et 7.2): Belgique
2.	Organisme responsable: Ministère de la justice Administration de la législation pénale et des droits de l'homme Service Armes Boulevard de Waterloo 115 B - 1000 Bruxelles Téléphone: +32 2 542 6792 Téléfax: +32 2 542 6767 L'organisme ou l'autorité désigné pour s'occuper des observations concernant la notification doit être indiqué s'il est différent de l'organisme susmentionné:
3.	Notification au titre de l'article 2.9.2 [X], 2.10.1 [], 5.6.2 [], 5.7.1 [], autres:
4.	Produits visés (le cas échéant, position du SH ou de la NCCD, sinon position du tarif douanier national. Les numéros de l'ICS peuvent aussi être indiqués, le cas échéant): Serrures résistantes à l'effraction
5.	Intitulé, nombre de pages et langue(s) du texte notifié: Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 24 avril 1997 déterminant les conditions de sécurité auxquelles sont soumis le stockage, le dépôt et la collection d'armes à feu ou de munitions
6.	Teneur: L'actuel texte de l'arrêté royal oblige les vendeurs d'armes entre autres à installer des serrures résistantes à l'infraction selon une norme néerlandaise et des marques de qualité néerlandaises, qui ne sont (pratiquement) pas disponibles sur le marché. Pour cette raison, une description plus concrète et plus exploitable est fournie des impératifs auxquels doivent satisfaire les serrures concernées. En même temps, le délai d'installation de ce type de serrures est prolongé de quatre mois, étant précisé que ce délai expirait le 15 mai 1998. Nous savons avec certitude que certaines serrures actuellement disponibles sur le marché satisfont aux nouvelles normes.

7.	Objectif et justification, y compris la nature des problèmes urgents, le cas échéant: L'actuel arrêté royal oblige les vendeurs d'armes à réaliser l'impossible avant le 15 mai 1998 et doit par conséquent être modifié afin de correspondre à la réalité.	
8.	Documents pertinents: -	
9.	Date projetée pour l'adoption: Date projetée pour l'entrée en vigueur:	} 60 jours
10.	Date limite pour la présentation des observations:	
11.	Entité auprès de laquelle le texte peut être obtenu: point national d'information [X] ou adresse, courrier électronique et numéro de téléfax d'un autre organisme: CIBELNOR	